



**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES
COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**

**37^e session, CIGG
Genève, Suisse, 14-18 juillet 2014**

COMMUNICATION DU STDF

**PRÉSENTATION DU STDF POUR LA 37^E SESSION DE LA
COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS¹**

1 INTRODUCTION

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) aide les pays en développement à renforcer leur capacité de mettre en œuvre les normes, directives et recommandations SPS internationales dans le but d'améliorer leur situation sanitaire, zoonitaire et phytosanitaire et leur capacité d'obtenir et de maintenir un accès aux marchés. Plus spécifiquement, il aide à accroître la sensibilisation, à mobiliser des ressources supplémentaires, à renforcer la collaboration et à identifier et diffuser les bonnes pratiques pour rendre plus efficace l'assistance dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF est un fonds d'affectation spéciale qui prend la forme d'un partenariat mondial établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent aussi activement aux travaux du Fonds. Le STDF est géré et hébergé par l'OMC.²

1.3. Le présent document donne un aperçu des activités pertinentes du STDF en cours depuis la 36^{ème} session de la Commission du Codex Alimentarius en juillet 2013, ainsi que des renseignements sur les activités prévues. Des renseignements sur l'état actuel des projets du STDF et des dons pour l'élaboration de projets (DEP) dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires –dont plusieurs bénéficient de la participation et des orientations de la FAO et de l'OMS– figurent dans l'annexe 1.

1.4. Les délégués du Codex qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la coopération technique liée aux questions SPS sont encouragés à s'abonner à la liste de diffusion électronique du STDF (<http://www.standardsfacility.org/fr/ContactUs.htm>). Le STDF publie régulièrement un bulletin d'information électronique qui donne un aperçu des principaux faits nouveaux dans le domaine du renforcement des capacités SPS, y compris les activités du STDF et de ses partenaires.

2 ACTIVITÉS EN COURS ET PRÉVUES DU STDF

2.1 Mise en œuvre des mesures SPS pour favoriser un commerce sûr

2.1. En 2012, le STDF a entamé des travaux de recherche pour analyser la mise en œuvre des mesures SPS dans le contexte de la facilitation des échanges (définie comme la simplification, l'harmonisation, la normalisation et la modernisation des procédures commerciales). Ces travaux, qui englobent des recherches menées au niveau régional dans certains pays et certaines sous-régions d'Afrique et d'Asie³, visent à répertorier et à analyser les expériences, leçons et bonnes pratiques, ainsi qu'à promouvoir le dialogue à leur sujet, afin d'améliorer la mise en œuvre des contrôles SPS de manière à favoriser un

¹ Ce document a été préparé sous la responsabilité du STDF.

² Des renseignements plus détaillés sur le STDF et ses activités, y compris sur ses projets et sur les dons pour l'élaboration de projets, sont disponibles sur son site Web, à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org>.

³ Ces travaux ont en outre bénéficié d'une étude de la Banque interaméricaine de développement sur la situation en matière de contrôle quarantenaire en Amérique latine.

commerce sûr, tout en réduisant au minimum les coûts de transaction dans le domaine SPS. De plus, ces travaux peuvent apporter des contributions opportunes en vue de l'inclusion de volets liés aux questions SPS dans des programmes de facilitation des échanges plus généraux.

2.2. Les résultats préliminaires de ces travaux ont été présentés et examinés dans le cadre d'une séance thématique intitulée "Mise en œuvre des mesures SPS pour favoriser un commerce sûr" le 26 mars 2014. Quelque 200 participants, y compris des délégués chargés des questions SPS et de la facilitation des échanges, des organisations ayant le statut d'observateur et des membres du Groupe de travail du STDF ont assisté à cette séance. Les discussions ont mis en exergue l'intérêt largement partagé par les Membres de l'OMC pour ce thème, particulièrement eu égard à l'adoption, en décembre 2013, du nouvel Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges qui peut aboutir à une augmentation des ressources de l'Aide pour le commerce visant à renforcer les capacités de gestion des mesures SPS à la frontière. Le site Web⁴ du STDF comprend une note d'information sur cette activité et des copies des présentations faites. Le Groupe de travail du STDF débattera des travaux futurs envisageables du STDF dans ce domaine lors de sa prochaine réunion, en octobre 2014.

2.2. Commerce international et espèces exotiques envahissantes

2.3. En marge de la réunion du Comité SPS tenue en juin 2013, le STDF a présenté, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et l'OIE, sa publication sur le commerce international et les espèces exotiques envahissantes.⁵ Cette étude examine et analyse les concepts et principes clés ayant trait aux espèces exotiques envahissantes et au commerce international dans le contexte de l'Accord SPS et de la Convention sur la diversité biologique (CDB), et en rapport avec les deux organisations de normalisation concernées (CIPV et OIE) dans le cadre de l'Accord SPS. Elle porte également sur diverses initiatives de renforcement des capacités destinées à gérer l'entrée et la dissémination des espèces exotiques envahissantes (y compris les ravageurs des végétaux et les maladies animales), examine les difficultés communes et les bonnes pratiques et présente un certain nombre de recommandations ciblées.

2.3. Partenariats public-privé dans le contexte des chaînes de valeur

Au quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce qui a eu lieu du 8 au 10 juillet 2013, le STDF a organisé, en collaboration avec le Canada et les Pays-Bas, une activité parallèle intitulée "Partenariats public-privé dans le contexte des chaînes de valeur". Les travaux menés par l'Institut Nord-Sud (INS) du Canada et le STDF sur les partenariats public-privé dans les domaines du commerce et des questions SPS ont été présentés et ont donné lieu à un dialogue entre des experts du secteur public et du secteur privé sur les principaux enseignements tirés en la matière. Les participants ont réfléchi à l'importance qu'il y avait à créer un climat de confiance entre les partenaires, afin de garantir que les niveaux élevés des prescriptions SPS ne deviennent pas des obstacles cachés au commerce. Ils ont aussi estimé important d'assurer le maintien du dialogue entre les partenaires et de mesurer et présenter régulièrement les résultats et les réalisations.

2.4. Établir les priorités dans les choix en matière d'investissement dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés

2.5. En juin 2013, le STDF a organisé un atelier à Genève pour discuter des travaux en cours concernant la mise au point d'un outil d'aide à la prise de décisions (reposant sur l'analyse décisionnelle multicritères) pour aider les pays en développement à établir l'ordre de priorité dans les choix d'investissement dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés. L'atelier a permis aux partenaires du STDF, aux donateurs, aux experts des pays en développement, aux organisations ayant le statut d'observateur et aux bénéficiaires qui avaient appliqué l'outil, de faire le bilan de l'expérience et des enseignements tirés, et d'étudier différentes options pour améliorer davantage la méthode et son application. Sur la base des recommandations issues de cet atelier, et à la suite des débats tenus par le Groupe de travail en octobre 2013, le STDF révisé et finalise la modification du guide d'utilisateur actuel pour le rendre plus pratique et plus facile à utiliser. On trouvera sur le site Web du STDF plus de renseignements sur ces travaux, y compris sur les publications, les événements et les activités du STDF dans les pays.⁶

2.5. Étude conjointe CIR/STDF sur les questions SPS dans les EDIC

2.6. Pendant le second semestre de 2014, le STDF réalisera, conjointement avec le Cadre intégré renforcé (CIR), une étude sur la manière dont les questions SPS sont abordées dans les études

⁴ Voir: <http://www.standardsfacility.org/en/TATradeFacilitation.htm>.

⁵ Cette publication est disponible en français, anglais et espagnol sur le site Web du STDF. Voir: http://www.standardsfacility.org/Files/IAS/STDF_IAS_FR.pdf.

⁶ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAEcoAnalysis.htm>.

diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC).⁷ Cette étude recensera les bonnes pratiques et formulera des recommandations en vue d'études futures et de leur mise en œuvre. Elle se concentrera particulièrement sur les pays les moins avancés dans lesquels il a été établi que l'agriculture et la pêche présentaient un important potentiel d'exportation. L'objectif sera de faire en sorte qu'une priorité adéquate soit attribuée aux questions SPS dans les futures EDIC et de mobiliser des ressources supplémentaires pour le renforcement des capacités dans le domaine SPS.

2.6. Nouveau film du STDF

2.7. Compte tenu du succès rencontré par le film du STDF "Un commerce en toute sécurité – Protéger la santé, promouvoir le développement" (réalisé en 2009), le STDF mettra au point de nouvelles études de cas audiovisuelles démontrant l'utilité des approches spécifiques en matière de renforcement des capacités SPS. Ces études de cas pourraient être liées aux travaux thématiques précédents du STDF, par exemple ceux qui ont été consacrés à l'utilisation des outils d'évaluation des capacités SPS, aux partenariats public-privé pour améliorer les capacités SPS, au commerce international et aux espèces exotiques envahissantes, aux liens entre les questions SPS et la facilitation des échanges, etc.

2.8. Le film actuel (disponible en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe) continue d'être largement diffusé et présenté dans des ateliers, des cours de formation et d'autres activités. Il peut être vu sur le site Web du STDF et téléchargé à partir de celui-ci.⁸ Le Secrétariat peut également, sur demande, fournir des copies du DVD aux délégués de la Commission du Codex Alimentarius.

2.7 Nouveau site Web du STDF et bibliothèque virtuelle

2.9. Le Secrétariat du STDF lancera en juillet 2014 un site Web entièrement nouveau et amélioré, qui donnera accès à une version mise à niveau de la bibliothèque virtuelle du STDF et à un système électronique de gestion de l'information qui assurera un accès rapide et facile à un éventail de ressources documentaires centrées sur la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine SPS. Le site complétera d'autres systèmes d'information et bases de données en ligne mis au point et actualisés par des partenaires du STDF (dont la FAO et l'OMS), des donateurs et d'autres organisations, et il fournira des liens vers ces systèmes.

2.10. Les membres et les observateurs du Codex sont invités à partager les documents suivants avec le Secrétariat du STDF (STDFSecretariat@wto.org) aux fins de leur inclusion dans la bibliothèque virtuelle: documents et rapports finals de projets, matériels de formation, évaluations/examens de projets, évaluations des capacités et des besoins dans le domaine SPS, analyses coûts-avantages, études de cas, travaux de recherche pertinents et autres articles sur le renforcement des capacités SPS.

3 ÉLABORATION DES PROJETS

3.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux bénéficiaires sur les questions liées à l'élaboration des projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP) pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. À titre de financement de démarrage, des DEP limités à 50 000 dollars EU peuvent être accordés aux fins suivantes (seules ou en association): i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et/ou iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financées par le STDF ou d'autres donateurs. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé 63 DEP au total. Des exemples de dons pour l'élaboration de projets en cours sont présentés à l'annexe 1.

3.2. Grâce à la collaboration entre le STDF et le CIR, un guide pratique sur l'élaboration des projets liés au commerce a été publié par le Centre for International Development and Training (CIDT) de l'Université de Wolverhampton (Royaume-Uni). Ce manuel, intitulé "Capacity Building in Project Identification, Formulation and Design" (Le renforcement des capacités en matière d'identification, de formulation et de conception de projets) est disponible en anglais sur le site du STDF à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/en/TAIntegratedFramework.htm>.

⁷ Le CIR soutient le renforcement des capacités dans le domaine du commerce dans les pays les moins avancés. Dans ce contexte, les pays réalisent des études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) pour répertorier les contraintes pesant sur la compétitivité, les faiblesses des chaînes d'approvisionnement ainsi que les secteurs présentant le meilleur potentiel de croissance et/ou d'exportation. Pour plus de renseignements, consulter l'adresse: <http://www.enhancedif.org/en/about/how-does-it-work>.

⁸ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/IRVideos.htm>.

4 FINANCEMENT DES PROJETS

4.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'une manière favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les travaux du STDF concernant des sujets transversaux d'intérêt commun; iii) le recours à des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iv) les approches collaboratives et interdisciplinaires axées sur l'interface/les liens entre la santé des personnes, la santé animale et la préservation des végétaux et le commerce et auxquelles participent au moins deux partenaires du STDF ou autres organisations pertinentes.

4.2. Aucune limite minimale n'est imposée concernant la taille des projets financés, mais ceux-ci doivent de préférence se situer dans la fourchette allant de 250 000 dollars EU à 1 million de dollars EU. Les bénéficiaires doivent participer au financement du projet avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs déjà existants. La contribution des bénéficiaires au projet dépend du classement du ou des pays bénéficiaires dans la liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

4.3. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de la réalisation de 68 projets au total. Les figures 1 et 2 ci-dessous montrent que 37% des projets du STDF et des DEP se concentrent sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, ce qui correspond à 40% des ressources totales du STDF consacrées au financement de projets et de DEP. Dans la pratique, certains projets classés dans la catégorie "Mesures SPS en général" portent également sur des aspects de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de sorte qu'il est probable que le montant du financement du STDF alloué aux projets portant sur ce domaine soit plus élevé.

Figure 1

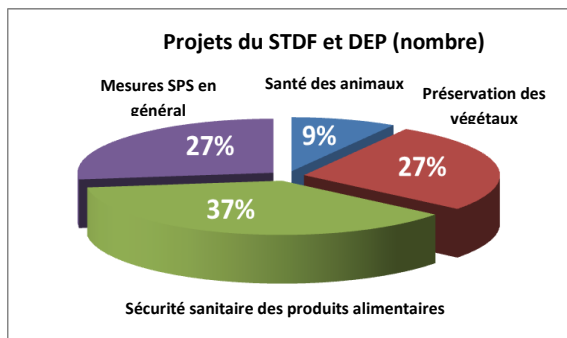
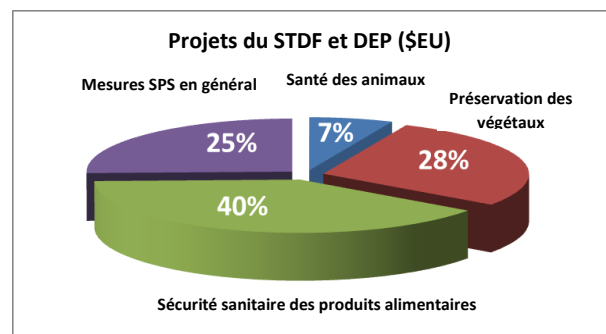


Figure 2



4.4. Les autorités gouvernementales chargées de la sécurité sanitaire des produits alimentaires sont encouragées à présenter des demandes de DEP et de financement de projets. Les propositions peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **18 juillet 2014**.

Étapes qu'il est recommandé de suivre lorsqu'un financement par le STDF de dons pour la réalisation de projets ou de dons pour l'élaboration de projets (DEP) est demandé:

1. Ouvrez notre page Internet consacrée aux DEP à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGPpgStat.htm>; et notre page sur les dons pour la réalisation de projets à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGProStat.htm>, pour voir des exemples de projets antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: http://www.standardsfacility.org/Files/Forms/STDFGuidanceNote_fr.pdf.
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive de votre projet éventuel à l'adresse suivante: STDFSecretariat@wto.org, pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité et ses probabilités de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature, disponible à l'adresse suivante:
6. <http://www.standardsfacility.org/fr/FDAppForms.htm>; et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

4.5. On trouvera dans l'annexe 1 des exemples de projets du STDF concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires en cours de réalisation. Des renseignements plus détaillés sur le STDF, ses activités, les formulaires de demande, les critères d'admissibilité, ainsi que des informations sur les projets peuvent être consultés sur le site Web du STDF.⁹

5 EXAMEN À MI-PAROURS DU STDF

5.1 Un examen à mi-parcours indépendant du STDF a été achevé en janvier 2014.¹⁰ Il a été réalisé par Saana Consulting et couvre la période 2009-2013. Il examine les résultats du STDF au regard de critères d'évaluation élaborés par l'OCDE (pertinence, efficacité, efficience, durabilité et impact). Selon le rapport, "les résultats sont remarquables et témoignent du bon fonctionnement du STDF". Les auteurs du rapport concluent en outre que le STDF s'est bien établi en tant que forum de coordination. Les évaluateurs ont souligné que cette fonction avait une "valeur ajoutée" considérable et était adaptée aux objectifs des partenaires, des donateurs et des pays en développement.

5.2 Les projets ont été considérés comme "très bien adaptés aux besoins des bénéficiaires et aux politiques des partenaires et des donateurs". Les approches régionales ont été jugées particulièrement fructueuses et il a été relevé que le STDF devrait les développer davantage. Les activités financées par le STDF dans le domaine de l'élaboration des projets ont été considérées comme "un bon investissement". Plus de 50% du total du financement sous forme de dons a été octroyé à des projets issus de pays les moins avancés (PMA) et d'autres pays à faible revenu. Les donateurs ont noté que le programme de financement par des dons "leur permettait d'élargir l'éventail de leurs programmes d'assistance technique pour les questions SPS à un coût bien moindre que s'ils devaient entreprendre eux-mêmes ces activités". Les réalisations du Secrétariat ont été qualifiées d'"efficaces et économiques". Les évaluateurs ont constaté que l'approche participative et consultative du Secrétariat avait contribué à l'efficacité de la mise en œuvre des projets et des activités.

5.3. Les résultats favorables de l'évaluation du STDF donnent une image favorable des organisations partenaires fondatrices du Fonds, y compris de la FAO et de l'OMS. Les recommandations sur la manière d'améliorer encore le fonctionnement du STDF ont été discutées par les partenaires, les donateurs et les experts des pays en développement au sein du Comité directeur du STDF et du Groupe de travail en janvier et en mars 2014 respectivement, et des mesures spécifiques de suivi sont programmées et/ou en cours.¹¹

⁹ Voir: <http://www.standardsfacility.org/>.

¹⁰ Les précédentes évaluations ont été achevées en décembre 2005 et en novembre 2008.

¹¹ Un article concernant l'examen à mi-parcours du STDF peut être consulté ou téléchargé sur le site Web du STDF: http://www.wto.org/english/news_f/news13_f/sps_29nov13_f.htm. Le rapport complet (uniquement en anglais) est disponible à l'adresse suivante: http://www.standardsfacility.org/Files/KeyDocs/STDF_MTR_Jan-14.pdf.

Annexe 1: Aperçu des projets du STDF en cours¹² et des DEP liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires

Titre du projet	Objectif et stade de mise en œuvre	Soutien du STDF (\$EU)
Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores (STDF/PG/242)	Renforcer les capacités SPS dans le pays d'une manière complète et systématique, afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits de la pêche. En cours depuis septembre 2012. Mis en œuvre par le PNUD.	1 106 030
Appui au secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal) (STDF/PG/302)	Augmenter la production de chou et encourager les exportations en provenance de la région des Niayes en contrôlant la dissémination et l'impact de deux ravageurs spécifiques et en aidant les producteurs à respecter les limites maximales de résidus établies par le Codex. En cours depuis février 2012. Mis en œuvre par l'Association des unions maraîchères des Niayes (AUMN), Sénégal.	577 142
Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne (STDF/PG/303)	Contribuer à renforcer la capacité des gestionnaires de risques à mettre en œuvre les normes internationales grâce à une bonne connaissance des dangers, des risques et des niveaux d'exposition aux substances nuisibles présentes dans les produits alimentaires couramment fabriqués et consommés. En cours depuis avril 2014. Mis en œuvre par la FAO.	1 191 353
Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh (STDF/PG/321)	Organiser les petits crevetticulteurs en groupes gérables et les aider à élaborer et à adopter de meilleures pratiques de gestion pour faire face au problème de contamination à la base. En cours depuis avril 2012. Mis en œuvre par la FAO.	637 000

¹² Figurent également dans ce tableau certains projets et DEP qui ont été approuvés par le Groupe de travail du STDF en mars 2014 et se trouvent en instance de passation de contrats.

Titre du projet	Objectif et stade de mise en œuvre	Soutien du STDF (\$EU)
<p>Renforcement des capacités SPS pour les exportations de gingembre grâce à un partenariat public-privé au Népal (STDF/PG/329)</p>	<p>Accroître les revenus des parties prenantes népalaises dans la chaîne de valeur du gingembre en ajoutant de la valeur au produit exporté vers l'Inde et en renforçant la capacité d'accéder à de nouveaux marchés.</p> <p>En cours depuis juin 2012. Mis en œuvre par la FAO.</p>	462 144
<p>Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN (STDF/PG/337)</p>	<p>Élaborer un processus régional de génération de données fiables sur les limites maximales de résidus (LMR) pour certaines cultures "mineures" afin de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales et d'accroître l'accès aux marchés.</p> <p>En cours depuis décembre 2012. Mis en œuvre par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).</p>	607 000
<p>Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka (STDF/PG/343)</p>	<p>Accroître la compétitivité de la filière de la cannelle, notamment les capacités du secteur à valeur ajoutée, en améliorant les pratiques de transformation et de manipulation.</p> <p>En cours depuis juillet 2012. Mis en œuvre par l'ONUDI.</p>	705 600
<p>Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine (STDF/PG/344)</p>	<p>Harmonisation des procédures modernes d'inspection grâce à un cadre d'inspecteurs des produits alimentaires et de vérificateurs de la sécurité sanitaire des aliments bien formés dans la région pour contribuer à faciliter les échanges et à améliorer la santé publique.</p> <p>En cours depuis juillet 2012. Mis en œuvre par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).</p>	977 643

Titre du projet	Objectif et stade de mise en œuvre	Soutien du STDF (\$EU)
<p>Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en Amérique latine et dans les Caraïbes</p> <p>(STDF/PG/345)</p>	<p>Contribuer à l'harmonisation du cadre réglementaire concernant la production et la commercialisation des aliments pour animaux, afin de garantir leur sécurité sanitaire, ainsi que l'accès aux marchés, sur la base des normes et recommandations du Codex et de l'OIE.</p> <p>En cours depuis février 2014. Mis en œuvre par FEEDLATINA (Asociación de las Industrias de Alimentación Animal de América Latina y Caribe).</p>	1 050 566
<p>Élimination des obstacles, facilitation des échanges entre les États membres du COMESA</p> <p>(STDF/PG/346)</p>	<p>Accroître les échanges de produits agroalimentaires à l'intérieur du COMESA en réduisant les coûts de l'activité commerciale associés aux mesures SPS pour certains produits de base sur certains itinéraires commerciaux.</p> <p>Projet approuvé en mars 2014 pour une mise en œuvre par le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Contrat en cours d'élaboration.</p>	902 690
<p>Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique</p> <p>(STDF/PG/359)</p>	<p>Renforcer la capacité régionale en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour l'établissement, la mise en œuvre et le respect des normes internationales en matière de résidus de pesticides.</p> <p>En cours depuis mai 2013. Mis en œuvre par le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA).</p>	446 150
<p>CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en Asie du Sud-Est</p> <p>(STDF/PG/381)</p>	<p>Maintenir et accroître l'accès aux marchés des exportations de cacao en améliorant les pratiques le long de la chaîne d'approvisionnement pour respecter les normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.</p> <p>En cours depuis novembre 2013. Mis en œuvre par l'Organisation internationale du cacao (OIC).</p>	652 851

Titre du projet	Objectif et stade de mise en œuvre	Soutien du STDF (\$EU)
Renforcement de la capacité régionale de l'Amérique latine de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides (STDF/PG/436)	Renforcer la capacité régionale de l'Amérique latine en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour soutenir l'établissement et l'application des normes internationales. En cours depuis octobre 2013. Mis en œuvre par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).	374 166

Titre du DEP	Objectif et stade de mise en œuvre	Soutien du STDF (\$EU)
Prévention et renforcement des capacités en matière de lutte contre la contamination des arachides de Chine par l'aflatoxine (STDF/PPG/355)	<p>Procéder à une analyse des principales contraintes et possibilités concernant la contamination par l'aflatoxine dans les provinces de Jilin et Shandong et élaborer une proposition de projet.</p> <p>DEP présenté par l'Institut national de normalisation de Chine (CNIS) et approuvé en mars 2014. Contrat en cours d'élaboration.</p>	50 000
Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (STDF/PPG/392)	<p>Examiner le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, élaborer des plans pour renforcer la capacité institutionnelle et établir des priorités aux fins de la conformité avec les prescriptions SPS.</p> <p>En cours depuis novembre 2013. Mis en œuvre par la FAO.</p>	43 680
Gestion de l'aflatoxine dans le piment au Pakistan (STDF/PPG/431)	<p>Mettre en place des systèmes de contrôle de qualité pour répondre au problème de la contamination des produits de base agroalimentaires par les mycotoxines et éliminer les obstacles au commerce international qui en découlent.</p> <p>Le projet sera mis en œuvre par la FAO et le contrat est en cours d'élaboration.</p>	34 000
Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au Soudan en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux (STDF/PPG/435)	<p>Procéder à une évaluation des difficultés en matière de conformité dans la production de sésame destiné à l'exportation et élaborer une proposition de projet visant à renforcer le respect des prescriptions SPS en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux.</p> <p>Le DEP sera mis en œuvre par l'ONUDI et le contrat est en cours d'élaboration.</p>	50 000

Titre du DEP	Objectif et stade de mise en œuvre	Soutien du STDF (\$EU)
<p>Renforcement des capacités et simplification des mécanismes d'appui en vue d'harmoniser la certification dans le domaine de l'aquaculture</p> <p>(STDF/PPG/453)</p>	<p>Mettre à l'essai le cadre d'évaluation de la conformité en cours d'élaboration par la FAO et mettre au point une proposition de projet visant à soutenir la mise en place et la mise en œuvre de systèmes publics de certification dans le domaine de l'aquaculture afin de contribuer au libre-échange intrarégional.</p> <p>Le contrat du DEP a été attribué et doit débiter en juin 2014. Le DEP sera mis en œuvre par le Réseau des centres d'aquaculture d'Asie et du Pacifique (NACA).</p>	48 000
<p>Mise en fonctionnement de la Direction des affaires scientifiques et de la Direction du contrôle des produits alimentaires relevant de la nouvelle Autorité gambienne de la sécurité sanitaire et de la qualité des produits alimentaires</p> <p>(STDF/PPG/462)</p>	<p>Soutenir un plan de développement quinquennal concernant le fonctionnement efficient et efficace de la Direction des affaires scientifiques et de la Direction du contrôle des produits alimentaires.</p> <p>Le contrat du DEP a été attribué et doit débiter en juin 2014. Il sera mis en œuvre par la FAO.</p>	56 000